



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 19/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LISI AEROSPACE ADDITIVE MANUFACTURING**

46-52 Quai de la Rapée  
75012 Paris

Références : 2026\_UD33\_CRA\_20  
Code AIOT : 0003101974

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement LISI AEROSPACE ADDITIVE MANUFACTURING implanté 2 ROUTE ROBERT ALGAYON PARC D'ACTIVITES ROBERT ALGAYON 33640 Ayguemorte-les-Graves. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LISI AEROSPACE ADDITIVE MANUFACTURING
- 2 ROUTE ROBERT ALGAYON PARC D'ACTIVITES ROBERT ALGAYON 33640 Ayguemorte-les-Graves
- Code AIOT : 0003101974
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe français LISI AEROSPACE ADDITIVE MANUFACTURING est implanté à Ayguemorte-les-Graves depuis 2016.

Cet établissement est spécialisé dans la fabrication de pièces métalliques de leur conception jusqu'à leur fabrication à l'aide d'imprimantes 3D. Les pièces fabriquées sont principalement destinées aux domaines de l'aéronautique, du spatial et de la défense.

La déclaration initiale du site a été réalisée le 17/06/2016 pour les rubriques 1450-2- Solides inflammables, 2565-4 - Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique et 2561 -Trempe recuit, revenu des métaux et alliages.

Le site est désormais uniquement classé pour la rubrique 1450 Stockage ou emploi de solides inflammables (D), suite à la déclaration en date du 25 juillet 2024.

Le site compte aujourd'hui environ 25 salariés.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2 annexe I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement 2561	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.511-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Classement 2565	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.511-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site n'a toujours pas les besoins en eau destinés à

combattre un incendie, imposés réglementairement par l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 applicable à l'établissement. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a donc été proposé à monsieur le Préfet concernant cette non conformité.

**L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.**

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement 2561

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement 2561
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages → DC
<b>Constats :</b>  <b>Constats précédents effectuées lors de l'inspection du 11/07/2024 :</b> La société LISI a indiqué dans sa déclaration initiale, daté du 17/06/2016, exploiter 4 fours de détensionnement, classant ainsi ces installations à déclaration au titre de la rubrique 2561. Or, lors de l'inspection du 11/07/2024, l'exploitant a expliqué ne disposer que d'un seul four ne servant qu'à des fins de R&D et pas pour de la production industrielle. Par conséquent, la société LISI n'est pas concernée par la rubrique 2561. L'inspection des installations classées demandait donc : <ul style="list-style-type: none"><li>- que dans le cas où cette rubrique a été exercée sur site puis arrêtée, l'exploitant déclare au Préfet la cessation de cette activité ;</li><li>- que dans le cas où cette rubrique n'a jamais été exercée sur site, l'exploitant doit tout de même informer le Préfet du changement de classement du site.</li></ul> Par courrier du 25 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à la DDTM de la Gironde : <ul style="list-style-type: none"><li>• que lors de sa déclaration initiale, datée du 17/06/2016, sa société avait indiqué exploiter quatre fours de détensionnement et des bols vibrants d'un volume de 2 m<sup>3</sup> pour la tribofinition, classant ainsi ces installations à déclaration respectivement au titre des rubriques 2561 et 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;</li><li>• qu'après réévaluation de ses activités et constatation par l'inspection des installations classées, l'exploitant précisait que le site ne dispose en réalité que d'un seul four, utilisé exclusivement à des fins de recherche et développement (R&amp;D) et non pour de la production industrielle ;</li><li>• que le site ne réalise pas de tribofinition.</li></ul>

- qu'en conséquence, sa société n'est concernée ni par la rubrique 2561 ni par la rubrique 2565 de la nomenclature ICPE.

Un donné acte, de l'inspection des installations classées, datant du 10/10/2024, adressé à l'exploitant, précisait :

« suite à l'inspection réalisée sur votre site le 11 juillet 2024, vous avez adressé un courrier à la DDTM de la Gironde le 25 juillet 2024 dans lequel vous présentez les modifications apportées au classement des installations que vous exploitez à Ayguemorte-les-Graves.

Ainsi, selon les éléments que vous avez communiqués à l'administration, je prends acte du fait que vos installations relèvent désormais uniquement de la rubrique suivante :

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Niveau d'activité	Régime
1450	Stockage ou emploi de solides inflammables	< 1 tonne	Déclaration

Vos installations sont donc soumises au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration. »

#### Constats du 13/01/2026 :

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que la fabrication des pièces métalliques était réalisée à l'aide de machines de fusion de poudre d'aluminium. Elle n'a pas constaté la présence de fours de détensionnement ni de bols vibrants servant pour la tribofinition dans le cadre de la fabrication des pièces métalliques.

L'installation est bien exploitée conformément à sa déclaration et ne doit pas être classée pour les rubriques 2561 et 2565.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Classement 2565

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement 2565

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2024

#### Prescription contrôlée :

Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.

1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de :

<p>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de :</p> <p>a) Cadmium → E</p> <p>b) Cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l → E</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>a) Supérieur à 1 500 l → E</p> <p>b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l → DC</p> <p>3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements → DC</p> <p>4. Vibro-abrasion, le volume total des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l → DC</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats effectués lors de la précédente inspection du 11/07/2024 :</b></p> <p>La société LISI a indiqué dans sa déclaration initiale, datée du 17/06/2016, exploiter des bols vibrants d'un volume de 2 m3 pour la tribofinition, classant ainsi ces installations à déclaration au titre de la rubrique 2565.</p> <p>Or, lors de la précédente inspection datée du 11/07/2024, l'exploitant a expliqué ne pas réaliser de tribonifition et ne pas être soumis à cette rubrique.</p> <p>L'inspection des installations classées demandait donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que dans le cas où cette rubrique a été exercée sur site puis arrêtée, l'exploitant déclare au Préfet la cessation de cette activité ;</li> <li>- que dans le cas où cette rubrique n'a jamais été exercée sur site, l'exploitant doit tout de même informer le Préfet du changement de classement du site.</li> </ul> <p><b>Constats effectués le 13/01/2026 :</b></p> <p>Cf point de contrôle n°1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2 annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux</li> </ul>

présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

### Constats :

#### Constats précédents effectués lors de l'inspection du 17/07/2024 :

Lors de la visite des installations effectuée le 17/07/2024, l'inspection des installations a constaté la présence des moyens de lutte incendie suivants :

- des extincteurs répartis dans les installations, visibles et accessibles ;
- un plan des locaux présentant la localisation et les types de risques.

En revanche, l'établissement n'était pas équipé d'une borne incendie ou d'une réserve incendie. De plus, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer à l'inspection la localisation de l'appareil incendie le plus proche.

L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant, d'indiquer, sous deux mois à l'inspection, la localisation de l'appareil incendie le plus proche, la distance le séparant des installations et de transmettre à l'inspection le compte-rendu du dernier essai de fonctionnement, afin de justifier le respect du débit minimal réglementaire.

L'inspection des installations classées rappelait, qu'en application des articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 5/12/2016, l'installation est considérée comme existantes car elle a été déclarée avant l'entrée en vigueur de cet arrêté, soit avant le 1er janvier 2017. Par conséquent, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

Par courriel du 21/10/2024, l'exploitant indiquait, à l'inspection des installations classées :

*« Je fais suite à votre demande concernant l'état d'avancement du dossier relatif à la défense incendie de notre établissement. Voici les dernières informations dont nous disposons :*

- *La mairie nous a confirmé que le poteau incendie le plus proche était bien celui que nous avions présumé. Par ailleurs, en collaboration avec le SDIS, elle réalise actuellement des mesures des débits, dont nous attendons les résultats courant octobre (cf. mail joint) ;*
- *Nous avons également rencontré le SDIS de La Brède sur place le 11 septembre dernier. Le capitaine SOUDY nous a fait part de son point de vue selon lequel la protection incendie de la zone d'activité ALGAYON était insuffisante. Il a d'ailleurs indiqué que le SDIS avait déjà envoyé un courrier à ce sujet à la mairie, mais n'avait pas reçu de réponse à ce jour. Nous lui avons donc demandé de renouveler cette demande auprès de la mairie. Il devait le faire ;*
- *Nous avons vu sur site la fille du propriétaire, M.ALGAYON, pour aborder la question. Elle*

*nous a indiqué que c'est son père qui gérât ces aspects et qu'elle lui en toucherait un mot. Sans retour de sa part depuis maintenant 2 semaines, nous allons donc la relancer afin de poursuivre les démarches côté propriétaire ;*

- *Enfin, nous envoyons cette semaine une lettre en recommandé avec accusé de réception à la mairie, demandant la mise en place d'un poteau incendie plus proche (cf. lettre jointe). »*

#### **Constats effectués le 13/01/2026 :**

Lors de l'inspection du 13/01/2026, l'inspection des installations classées a constaté que des extincteurs visibles et accessibles sont répartis dans les installations.

L'inspection a également constaté que le poteau incendie le plus proche, positionné sur l'avenue principale en allant sur l'autoroute, est situé à plus de 400 m du site.

L'exploitant a expliqué être locataire d'une partie des bâtiments destinés à ses activités et du parking, et qu'il lui est impossible sans accord du propriétaire de mettre en place une bâche incendie de 120 m<sup>3</sup> sur les terrains enherbés du site.

Il a indiqué, lors de l'inspection, prévoir de prendre contact de nouveau avec le propriétaire et la mairie afin de résoudre cette non conformité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer, à moins de 400 m de son site :

- soit d'un poteau incendie délivrant 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression pendant deux heures ;
- soit d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>.

Un projet d'arrêté de mise en demeure sur ce point est proposé à Monsieur le Préfet. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois